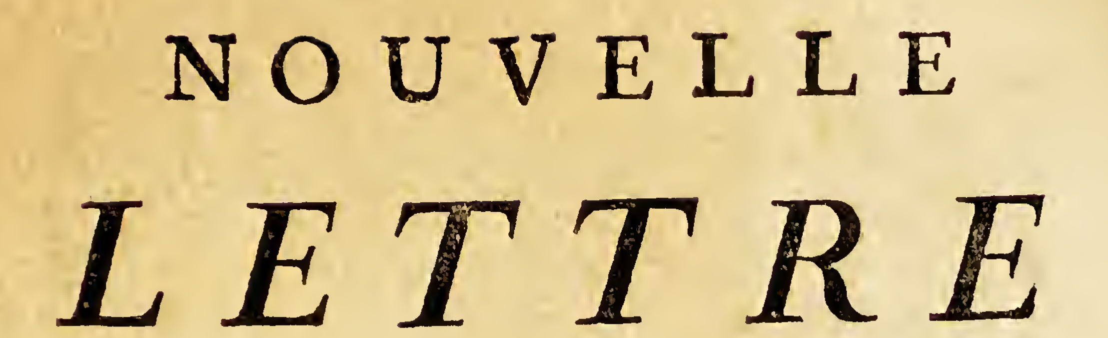


m/s

40
25
34
99



NOUVELLE LETTRE AU COMTE DE BUTE,

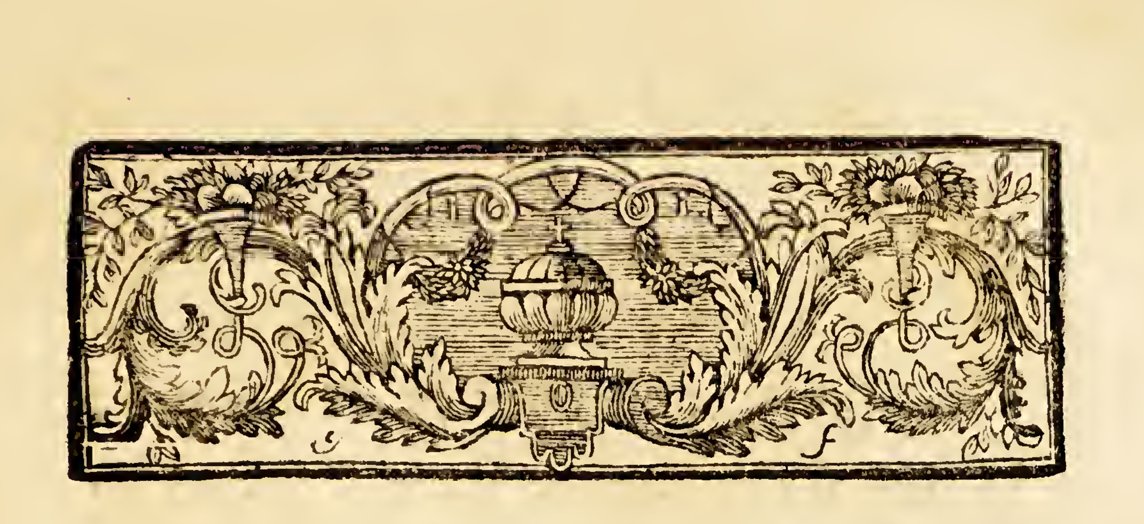
CONCERNANT LA RUPTURE de l'Angleterre avec l'Espagne.

Ouvrage traduit de l'Anglois.



A LONDRES.

M. DCC. LXII.



NOUVELLE LETTRE AU COMTE DE BUTE,

Concernant la rupture de l'Angleterre avec l'Eſpagne.

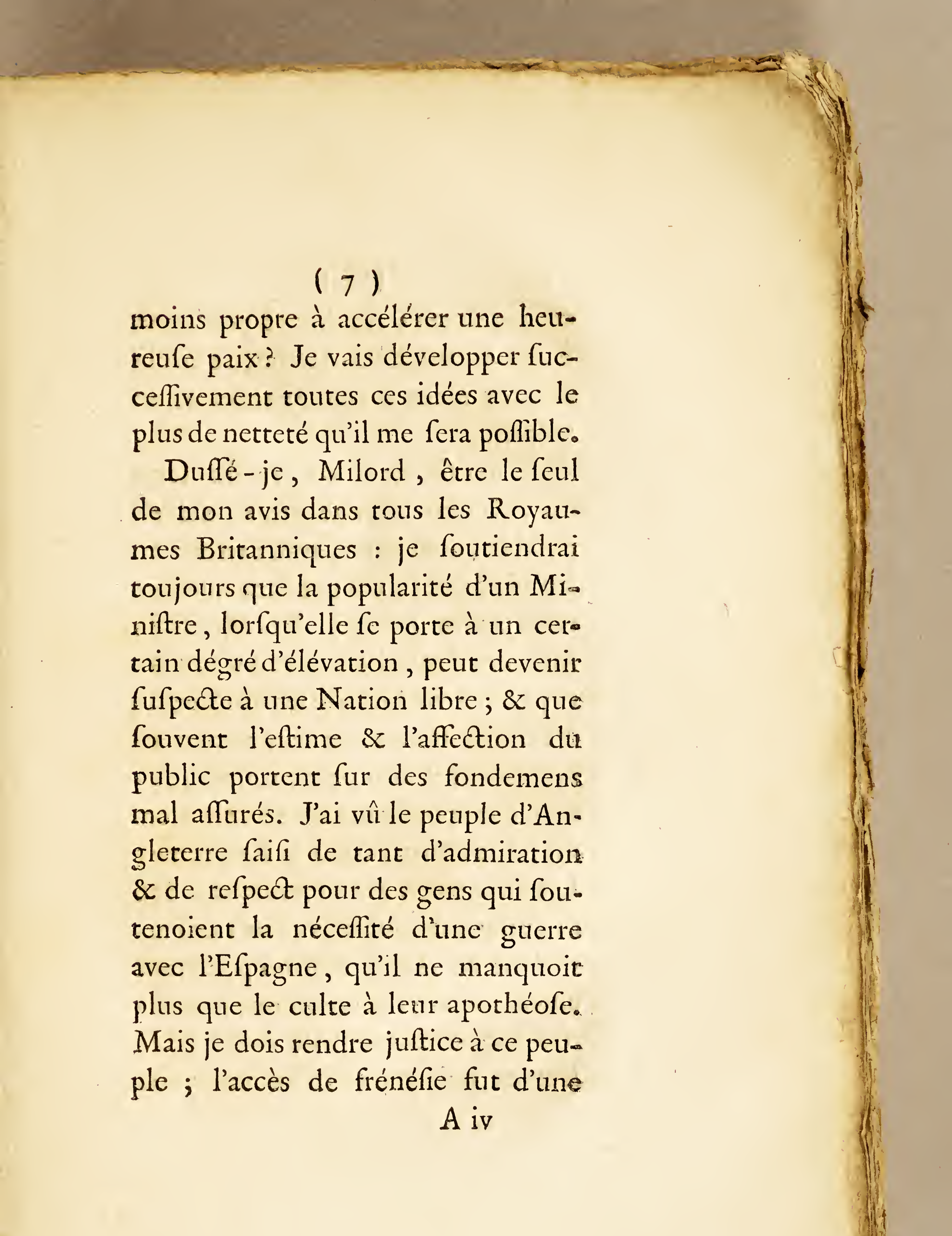


JE crains bien, Milord, de ſortir des bornes du reſpect en vous adreſſant ce nouvel Ecrit : mais je vous ſupplie de conſidérer que ſous les auſpices de votre nom illuſtre, le

premier a reçu du Public l'accueil le plus favorable, & qu'il m'eſt devenu preſque impoſſible de me préſenter dans l'arêne ſous d'autres livrées que les vôtres. Je ſuis peut-être, Milord, le ſeul Auteur politique en Angleterre qui ait pris la plume avec le ferme propos de combattre l'eſprit de parti, & de l'anéantir. Je m'étois flatté que nous allions voir tous les ſentimens ſe réunir, & la bonne harmonie reprendre dans nos conſeils la place que la cabale y avoit uſurpée. Mais, pour le malheur du Royaume, l'événement qui exigeoit qu'il y regnât le plus parfait accord, a rallumé le feu mal éteint de nos haines & de nos diſſenſions. La guerre contre les Eſpagnols avoit été déſirée ſi généralement & avec tant d'ardeur, que l'on

croyoit n'avoir jamais aſſez de bonheur pour qu'elle arrivât, & que l'on rejettoit comme de faux bruits, les nouvelles qui ſembloient y préparer. Par quelle fatalité cet événement tient-il aujourd'hui tous les eſprits dans la crainte & dans l'incertitude ? Au moment où le vœu univerſel eſt ſatisfait, nous ſommes menacés non ſeulement de ne retirer de cette nouvelle guerre aucun des fruits que la Grande-Bretagne pourroit en attendre, mais d'y perdre même les avantages infinis que nous avons été les maîtres de nous aſſurer dans une glorieuſe négociation. Comment ſommes-nous expoſés à un ſort ſi déplorable ? Ne ſeroit-ce point parce que le peuple Anglois a placé trop inconſidérément ſon eſtime & ſon affection

dans des Miniſtres *patriotes*? Tel eſt le nom que l'on donnoit autrefois à tous ceux qui n'avoient ni les ſens aſſez raſſis pour veiller tranquillement à leur ſûreté perſonnelle, ni l'ame aſſez généreuſe pour ſoutenir avec chaleur l'intérêt public. Ne ſeroit-ce point auſſi parce que nous entrons en guerre avec l'Eſpagne, lorſque le tems en eſt paſſé, & que quand il a été poſſible d'aſſurer notre état de paix avec cette Puiſſance, on en a laiſſé échapper l'heureuſe occaſion? ou bien enfin, parce que notre Cour n'a jamais voulu diſcuter & régler les points les plus eſſentiels de nos véritables différends avec les Eſpagnols, & que la mal-adreſſe de nos Miniſtres, ou notre fatale deſtinée, leur font adopter aujourd'hui le ſyſtême le



moins propre à accélérer une heureuſe paix ? Je vais développer ſucceſſivement toutes ces idées avec le plus de netteté qu'il me ſera poſſible.

Duſſé-je, Milord, être le ſeul de mon avis dans tous les Royaumes Britanniques : je ſoutiendrai toujours que la popularité d'un Miniſtre, lorſqu'elle ſe porte à un certain dégré d'élévation, peut devenir ſuſpecte à une Nation libre ; & que ſouvent l'eſtime & l'affection du public portent ſur des fondemens mal aſſurés. J'ai vû le peuple d'Angleterre ſaiſi de tant d'admiration & de reſpect pour des gens qui ſoutenoient la néceſſité d'une guerre avec l'Eſpagne, qu'il ne manquoit plus que le culte à leur apothéoſe. Mais je dois rendre juſtice à ce peuple ; l'accès de frénéſie fut d'une

courte durée : les éloges prodigués à ces Conſeillers dangereux firent bientôt place à l'indignation & au mépris.

Je me ſouviens encore du tems où l'Amiral *Vernon* étoit, s'il eſt poſſible, auſſi chéri, auſſi carreſſé du peuple, que l'a été pendant quelque tems notre fameux Ex-Miniſtre : mais cet Amiral a ſurvécu à ſa gloire ; & il a vû juſqu'à ſes amis & ſes créatures rougir de leur ancien attachement à ſon parti. Quelles furent nos appréhenſions de voir alors un ſoulévement dans le Royaume ? Les diſſenſions qui s'éleverent à ſon ſujet dans les Conſeils, dans le Parlement & dans la Nation penſerent en effet exciter la rebellion ; je pourrois même dire qu'elle éclata réellement, puiſqu'il eſt indubitable que

ce fut par l'opinion que nos ennemis ſe formerent de nos diviſions, qu'ils prêterent leur appui à celle de 1745.

Enfin, Milord, chez une Nation libre, brave & généreuſe, telle que la nôtre, l'affection du peuple s'acquiert à très-peu de fraix; & l'Ex-Miniſtre, qui eſt encore l'idole d'une grande partie d'entre nous, eſt auſſi peut-être celui à qui il en a le moins coûté pour fixer ſur lui les ſuffrages de ſes Compatriotes. La réputation d'être ce qu'on appelle *Vir juſtus & tenax propoſiti*, c'eſt-à-dire, de perſiſter dans les ſentimens qu'on a d'abord adoptés, d'oppoſer aux circonſtances de la fortune une ame toujours égale, a toujours eu des droits certains ſur l'eſtime d'un peuple libre : mais

qu'un homme qui varie dans ſes principes & dans ſa méthode, ſelon les tems & les événemens, ait pu acquérir le nom glorieux de *Miniſtre populaire*; c'eſt ce qui m'étonnera toujours, & ce que je regarde comme un phénomene réſervé à notre ſiecle.

Un Miniſtre qui ne ſeroit *populaire* que par ſes vertus, déſavoueroit toute louange qu'il ſauroit ne pas lui appartenir; il ne feroit aucun cas d'un crédit & d'une conſidération dont il ne ſeroit redevable qu'à la préoccupation ou à l'erreur. Avec quelle ſatisfaction un vrai *Patriote* ne détromperoit-il pas ceux qui ſe ſeroient abuſés ſur ſon compte? quel plaiſir il goûteroit à les mettre en garde contre le danger de placer leur confiance dans

quelqu'un qui n'en feroit pas plus digne que lui ? C'eft ce qui me fait dire que fi M. *Pitt* eft *patriote* par les fentimens, il ne peut pas fe croire offenfé des efforts qui ont été faits pour démafquer fa prétendue *popularité*, & pour remettre le public dans la bonne voie ; & que s'il a une réputation extorquée, il y renoncera d'auffi bonne grace, que chacun le feroit, par rapport à un héritage fur lequel devant Dieu, ni devant les hommes, on fauroit n'avoir rien à prétendre.

Lorfqu'on reçut la nouvelle du départ foudain de notre Miniftre de la Cour de Madrid, les clameurs du peuple exalterent de nouveau l'admirable fagacité & l'infaillibilité de l'Ex-Miniftre. Tous fes partifans fe font autorifés de la Décla-

ration de guerre, pour défier ſes plus rigides cenſeurs. Pour moi, ce ſuccès apparent ne me déconcerte pas, & je romprai volontiers quelques lances avec ſes apologiſtes, bien sûr de faire voir que ſa conduite, au moment où la guerre a été déclarée à l'Eſpagne, étoit ce qui importoit le moins à l'intérêt général.

Vous ſavez, Milord, qu'il n'y a pas un des Membres du Conſeil privé qui ait été d'un autre ſentiment que cet Ex-Miniſtre, quant aux imputations qu'il faiſoit à l'Eſpagne; je puis même avancer, que pluſieurs d'entre ceux en qui il a trouvé le plus d'oppoſition, n'auguroient pas plus favorablement que lui des diſpoſitions ſecrettes de cette Cour. Mais, Milord, notre Souverain ne peut pas, comme un Roi de

France, ou comme un Roi de Prusse, faire éclater son ressentiment sur la seule autorité de sa propre conviction. Il lui siéroit mal de dire : » Je suis suffisamment convaincu » qu'on a voulu m'offenser ; ainsi » je déclare la guerre. « Notre Souverain s'est comporté comme il convenoit à un Roi de la Gr. Br. Il a pris toutes les mesures nécessaires, pour porter dans les cœurs des Princes & des peuples ses voisins, & ce qui est bien plus essentiel, dans ceux de ses sujets, une forte persuasion de la régularité & de la droiture de sa conduite, & de l'injustice de celle de l'Espagne.

Ainsi les plus zélés défenseurs de M. *Pitt* ne peuvent pas lui attribuer la gloire d'avoir prévu ou annoncé quelque chose qui ait échappé à la

prévoyance des autres. Il n'y a point eu de débats ſur les faits. Il a été ſeulement queſtion de ſavoir, ſi l'on ſe conduiroit comme une horde de Tartares, ou comme une nation policée. Ceux qui ont réſiſté à M. *Pitt* convenoient avec lui que l'Eſpagne pouvoit avoir donné des ſujets de *plainte* fort graves : qu'il n'étoit que trop probable qu'elle cachoit des deſſeins funeſtes à la Grande-Bretagne ; mais ils ont demandé ſi ſes vûes s'étoient aſſezmanifeſtées pour rendre légitimes des excès auxquels il vouloit qu'on ſe portât ſur le champ même. Si vous conſidérez, Milord, la ſituation où ſe trouvoit alors la Grande-Bretagne, vous avouerez qu'un pareil doute étoit très-raiſonnable. Je crois fermement qu'il n'y avoit pas

un ſeul des Membres du Conſeil, qui n'eût, comme M. *Pitt* lui-même, beaucoup plus que de ſimples ſoupçons ſur les vûes ſecrettes de l'Eſpagne, & qui ne fût perſuadé qu'il en réſulteroit tôt ou tard une rupture entre les deux nations. Les peuples d'Angleterre, Milord, avoient toujours ſouhaité une guerre contre l'Eſpagne, comme un événement très-heureux. Mais s'il faut ſeulement que le terme de deux ans ſoit celui de la durée de cette guerre; combien ne devons-nous pas regretter qu'on n'y ait pas ſongé deux ans plus tôt? Car j'oſe avancer que depuis un demi ſiecle, il n'y a pas eu un ſeul moment où cet événement ait pu être plus terrible pour nous que dans les circonſtances préſentes.

Je me garderai bien de jetter le moindre doute ſur la pureté des ſentimens de M. *Pitt*, & ſur la droiture de ſes vûes ; mais n'eſt-il pas bien étrange qu'il n'ait pas fait connoître au Roi & à ſon Conſeil, les raiſons qu'il avoit pour conſeiller la guerre avec l'Eſpagne, avant que la flotte & les gallions de cette Puiſſance fuſſent rentrés dans ſes ports ? Pour peu que l'on connoiſſe l'hiſtoire de ce pays, il n'eſt pas poſſible d'ignorer que l'arrivée de ſes gallions & de ſes flottes, eſt toujours un moment de criſe pour ſes Conſeils ; & que les Eſpagnols, humbles & modérés, avant qu'ils ſoient délivrés de toute crainte à cet égard, ne manquent jamais de hauſſer le ton lorſque le moment du danger eſt paſſé. Or, je voudrois ſavoir de M. *Pitt*,

ſi

ſi toutes les raiſons qu'il pouvoit avoir pour nous faire entrer en guerre contre cette nation, n'exiſtoient pas, & ne lui étoient pas également connues il y a un an, & pourquoi ce n'a été que le 10 Septembre dernier, que pour la premiere fois, on lui a entendu dire que cette guerre étoit inévitable. Je le prierois auſſi de me dire, s'il lui eſt jamais arrivé, avant le huit ou dix d'Octobre, de déclarer en public, ou en particulier, que l'oppoſition qu'il avoit trouvée ſur ce point dans le Conſeil, étoit la cauſe de la réſolution qu'il avoit priſe de remettre ſa place de Sécretaire d'Etat.

On ne lit point dans les cœurs, Milord; mais le ſens commun fera dire à tout le monde, que M. *Pitt*

n'avoit pas plus de ſujet de donner ſa démiſſion le 5 Octobre 1761, qu'il n'en avoit eu le même jour, l'année précédente. Les formes parmi les nations ne ſont point à négliger. Il eſt vrai que chez nous autres Bretons, l'axiome favori de notre eſprit pétulant, c'eſt que le coup doit accompagner la menace; mais nous ne réuſſirions pas auſſi aiſément que peut-être on ſe l'imagine, à mettre ce *laconiſme* à la mode chez les autres peuples. Si M. *Pitt* avoit déclaré un an plus tôt la réſolution où il étoit de ſe retirer, dans le cas où l'on refuſeroit de faire la guerre à l'Eſpagne; je ne dis pas que pour cela on eût voulu, ſur le champ même, exécuter ſon projet; mais on s'y ſeroit pris de la même maniere que l'on vient

de faire, & au moins on auroit gagné quelques mois; ce qui sûrement auroit été un avantage considérable. Les formes une fois remplies, nous aurions commencé les hostilités, & la capture de la flotte ou des gallions, nous auroit mis en état de supporter une partie des fraix immenses que cette guerre va nous occasionner. Il en est arrivé tout autrement. Le seul homme qui fût bien assuré que la guerre avec l'Espagne étoit inévitable, a gardé pour lui seul ce qu'il prétendoit savoir à ce sujet. Il a laissé l'occasion s'échapper, & on n'a sû ses desseins que quand les trésors de l'Espagne ont été en sureté, & que cette nation a pu nous défier impunément.

Qu'est-il arrivé ensuite? Tous les

artifices de la popularité ont été mis en uſage auprès d'un vulgaire imbécille, pour lui faire croire que l'on n'avoit pas rendu juſtice à la prévoyance & à l'univerſalité des lumieres de ſon Miniſtre favori ; & aujourd'hui mille goſiers s'épuiſent à crier plus fort les uns que les autres, qu'il a de meilleurs yeux que toute la Nation enſemble. On veut donc par-là nous forcer de croire que la Patrie eſt menacée de ſa ruine, ſi M. *Pitt* ne reprend pas le timon du Gouvernement, avec toute l'autorité qu'il lui plaira d'y attacher. Cependant, Milord, je ſuis perſuadé que ceux qui ont conduit les affaires du Miniſtere, depuis que M. *Pitt* s'en eſt retiré, ont fait pour le moins tout ce qu'il auroit pu faire lui-même, s'il eût

gardé ſa place. Ils ont exigé, ſans perdre un ſeul moment, la réponſe catégorique que lui-même avoit négligé de demander, il y a trois ans. Aſſurément ces trois ans ſont un tems bien cher à la Grande-Bretagne, & doivent lui cauſer de furieux regrets ; car les Eſpagnols ſont aujourd'hui de dix millions ſterling plus riches qu'ils ne l'étoient alors, & nous de quarante millions plus pauvres ; voilà la différence. Mais il y a quelque choſe de bien plus terrible encore, c'eſt que la réputation de nos armes étoit infiniment plus grande dans ce tems-là qu'elle ne l'eſt aujourd'hui. M. *Pitt* eſt plus en état que perſonne, de nous apprendre les cauſes de ce changement, & ſi c'eſt à ſon adminiſtration qu'il doit être imputé : mais

avec une dextérité peu ordinaire, même parmi les plus rusés Politiques, il en fait retomber tout le blâme sur les autres.

Cependant, Milord, supposons pour un moment que M. *Pitt* soit actuellement en possession de la place qu'il occupoit il y a cinq à six mois, & que quelque honnête homme d'Anglois lui adressât tout rondement cette question : » Où » sont les Alliés de la Grande- » Bretagne ? quels amis a-t-elle » sur qui elle puisse compter ? « Pour moi je me souviens qu'un Ministre a été déposé, pour n'avoir pas pû répondre à une question de cette nature. On crut qu'il n'en falloit pas davantage pour que le Roi lui interdît à jamais l'entrée de sa Cour & de ses Conseils. Ce

Miniſtre ne cherchoit point à tirer une fauſſe gloire des plans de conquête qu'il avoit tracés ; & le reproche dont ſon adminiſtration ne pourra jamais ſe laver , c'eſt qu'il nous a laiſſé ſoixante-cinq ou ſoixante & ſix millions de dettes. La dette nationale ſe monte aujourd'hui au double de cette ſomme , & elle ne tardera pas à atteindre le triple , ſi les affaires continuent à être menées comme elles l'ont été pendant quelque tems. La Grande-Bretagne a-t-elle reçu quelque équivalent pour une addition auſſi immenſe à ſa dette nationale ? Mais pour faire cet examen froidement & ſans paſſion , il faut ſuppoſer que nous ſoyons encore dans l'état floriſſant dont la conduite de M. *Pitt* nous a fait perdre le ſouvenir ; je

parle du tems où il rejetta les conditions offertes par la France. Comparons la ſituation où nous étions alors avec celle d'aujourd'hui. Conſidérons l'Angleterre engagée dans une guerre cruelle avec deux Nations puiſſantes, & devenue l'objet de la terreur, & pourquoi ne diroit-on pas de l'exécration de toute l'Europe.

Je ne remonterai point au tems où toute l'adminiſtration de M. *Pitt* ſe bornoit à la conduite d'une guerre, regardée comme le ſeul moyen qui nous fût reſté de venger l'honneur & les droits de la nation. Je me reſtreins à celui qui s'eſt écoulé depuis le 25 Novembre 1759, lorſque le Duc de Brunſwick fit remettre aux Miniſtres de France, de Vienne & de Ruſſie à la Haye, la déclaration

de leurs Majeſtés Britannique & Pruſſienne, qui fut imprimée dans la Gazette de Londres du 4 Décembre ſuivant. Vous voudrez bien que je vous faſſe remarquer, Milord, que cette époque-là peut paſſer pour avoir été le Zenith de notre gloire. Nos armes avoient conquis le Canada & détruit la Marine de France. Malgré cette brillante ſituation, tous les cœurs où l'humanité s'étoit conſervé des droits, goûterent une douce ſatisfaction de la modération que Sa Majeſté fit voir en déclarant, » Qu'elle étoit touchée de » compaſſion pour tous les maux » dont l'Europe étoit affligée par la » guerre, & qu'elle croiroit manquer » aux devoirs de l'humanité, & paroître prendre trop peu d'intérêt » pour la conſervation & la proſ-

» périté de ſes Royaumes & de ſes
» Sujets, ſi elle négligeoit d'em-
» ployer les meſures convenables
» pour arrêter les progrès d'un mal ſi
» terrible, & ſi elle ne contribuoit
» pas au rétabliſſement de la tran-
» quillité publique. » Ces ſentimens étoient aſſurément très-dignes d'un Roi, le pere de ſes peuples, & qui croyoit avoir à défendre les droits de tout le genre humain.

Par quelle fatalité négligea-t-on de nommer dans cette Déclaration, la Suéde, Puiſſance alliée des François dans cette guerre, en qualité de garante des Traités de Weſtphalie, & qui avoit un intérêt principal dans tout ce qui pouvoit concerner la paix de l'Allemagne? On aſſure qu'il n'y en eut pas même de copie envoyée à la Cour de Stockolm, au moins par

une voye réguliere, ſoit de la part de l'Angleterre ou du Duc de Brunſwick. Cette omiſſion étoit liée à une autre encore bien moins pardonnable. On avoit affecté de ne point parler du Roi de Pologne, qui avoit le plus ſouffert par la guerre; & qu'on peut regarder comme le principal objet de celle qui a été allumée en Allemagne. Je doute fort, Milord, que l'on ait jamais donné aucune raiſon ſatisfaiſante de ces deux omiſſions. La Suéde n'avoit pas moins de droit que la France de s'attendre à être conſultée ſur tout ce qui concernoit l'Allemagne; puiſqu'en effet la France ne prétend y devoir prendre intérêt que comme garante de la paix de Weſtphalie.

Pour ce qui concerne Sa Majeſté

Polonoiſe, après avoir rendu toute la juſtice qui eſt dûe aux grands ſentimens, au courage héroïque, & à toutes les autres belles qualités de notre grand & unique Allié le Roi de Pruſſe; nous ne pouvons nous empêcher de gémir ſur le ſort du Roi de Pologne, & d'avouer que le traitement qu'on lui a fait, a été bien atroce, s'il ne l'avoit pas mérité. Sans vouloir attenter à la gloire d'aucune des Maiſons d'Allemagne, j'oſerai rappeller ici le tems où le nom du chef de la Maiſon de Saxe imprimoit l'amour & le reſpect dans le cœur de tous les Proteſtans, & ſes ſujets forment même encore aujourd'hui dans l'Empire une partie auſſi conſidérable du corps des Proteſtans, que ceux de Sa Majeſté Pruſ-

ſienne elle-même. Je n'entreprendrai point de juſtifier le Roi de Pologne actuel, ou ſon pere, de leur défection du Proteſtantiſme ; mais l'on ne me perſuadera pas qu'elle ait pu faire perdre à Sa Majeſté Polonoiſe les droits & la conſidération que ſa Couronne lui donne le droit de réclamer. Je n'ai entendu perſonne encore aſſurer que les ſujets Proteſtans du Roi de Pologne, Electeur de Saxe, ayent jamais été perſécutés pour le fait de leur Religion, ou qu'ils ſoient convaincus aujourd'hui de la validité des motifs de l'invaſion du Roi de Pruſſe ; ni, enfin, que Sa Majeſté Pruſſienne leur ait fait trouver de la différence entre le joug d'un Prince Proteſtant & celui d'un Prince de la Communion Ro-

maine. Quoi qu'il en ſoit, Milord, on n'a sûrement jamais produit de bonnes raiſons du peu d'égards qu'on eut dans ce tems-là pour ces deux Puiſſances; & je ne ſçais ſur quel fondement nous avions pû nous imaginer que les Cours de Verſailles, de Vienne & de Petersbourg conſentiroient à traiter avec nous, ſans le concours de leurs deux Alliés principaux.

Lorſque cette Déclaration fut faite, la France étoit abaſourdie des coups réïtérés qu'elle avoit reçus. Le tems qu'il lui fallut pour conſulter ſes Alliés, lui donnant quelque relâche, elle revint de ſon abattement & de ſa conſternation; mais ce qu'il eſt ſurtout eſſentiel d'obſerver, c'eſt qu'il ne s'en falloit que de treize jours que notre Traité

avec la Pruſſe ne fût expiré, lorſque cette Déclaration fut envoyée aux Puiſſances ennemies. Ce Traité étoit daté du 5 Décembre 1758.

Tout le monde ſait que ce ſont nos engagemens avec le Roi de Pruſſe qui ont fait échouer la derniere négociation. Je crois que juſqu'ici perſonne ne s'eſt aviſé de juſtifier les motifs de ces engagemens. On s'eſt contenté de dire que l'honneur de la Couronne & de la Nation exigeoit qu'ils fuſſent remplis, puiſqu'on les avoit formés. Mais, Milord, il répugnoit au bon ſens, d'imaginer qu'il plairoit au Roi de Pruſſe de nous accorder, le 25 Novembre 1759, la permiſſion (c'eſt à regret que j'emploie ce terme) d'oublier nos engagemens. Nous avions épouſé les intérêts de ce

Prince ; mais ce n'étoit pas une union indiſſoluble, & nous devions lui en ſavoir gré. Si notre grand Miniſtre déſiroit la paix de ſi bonne foi & avec tant d'ardeur ; (c'eſt d'après la Déclaration que je parle) pourquoi avons-nous été fruſtrés d'un bien auſſi ſalutaire par le renouvellement d'un Traité qu'il ſavoit devoir y apporter un obſtacle éternel & invincible ? Permettez-moi, Milord, une phraſe triviale & vulgaire : *Rendons juſtice à qui il appartient.* Il n'eſt pas douteux que la France ne fût fondée dans l'aſſertion qu'elle avança par ſa contre-déclaration : » Que ſa guerre » avec l'Angleterre n'avoit rien de » commun avec celle des deux Impératrices & de leurs Alliés contre le Roi de Pruſſe. « Cette aſ-

ſertion me paroît ſi claire, ſi ſimple, ſi ſenſible, que ſans doute la poſtérité ſera étonnée que notre Miniſtre n'ait pas tiré avantage des diſpoſitions que la France apportoit à la paix, dans un tems où tout concouroit à nous faire triompher par la négociation, comme par les armes. L'Angleterre, conſidérée comme Puiſſance maritime, détachée du Continent, ne pouvoit rien eſpérer de plus favorable que l'occaſion de traiter ſéparément, qu'elle trouvoit dans l'intervalle des treize jours qui ſe ſont écoulés entre l'expiration du premier Traité & le renouvellement de l'autre.

Que penſera l'Europe d'une pareille conduite? Au moment même où nous ſemblons demander la paix à grands cris, nous prenons de

nouveaux engagemens pour la continuation de la guerre. M. *Pitt* s'étoit-il flatté que Sa Majesté Prussienne se détacheroit bien aisément d'un revenu annuel six fois plus considérable que ce qu'il retire de tous les Etats dont il reste aujourd'hui en possession, & qu'il consentiroit à perdre l'avantage d'une puissante diversion en sa faveur ? Mais que seroit-il arrivé, si pour le bonheur du monde entier, le renouvellement de ce Traité fatal n'eût pas eu lieu ? C'est une question bien simple & bien naturelle, & il est étonnant que l'on ne l'ait pas encore discutée ; peut-être en a-t-on cru la solution trop facile.

Avant que d'entrer en matiére, je ne puis me dispenser, Milord, d'établir une triple distinction en-

tre les obligations de l'Angleterre, d'abord par ses engagemens positifs, ensuite par les principes de la foi publique & de l'honneur; & enfin, par ceux d'une sage politique & d'une prévoyance raisonnable. Je commence par convenir que puisque nous étions liés au Roi de Prusse par des engagemens positifs, il a fallu que ces engagemens fussent remplis; & assurément personne ne peut nier qu'ils ne l'ayent été & même avec surabondance. Sa Majesté Prussienne s'y est prise d'assez bonne heure pour nous faire connoître qu'elle sauroit bien nous rendre fidéles à nos obligations. On se souvient de la Lettre que ce Prince écrivit à notre vénérable Monarque. Il n'y prend point de détour pour nous apprendre que la

France lui avoit auſſi fait des * offres ; & que puiſque le marché nous avoit été adjugé ſur notre enchére, il ſe flattoit que nous en tiendrions les conditions. Je n'entreprendrai point, Milord, de prouver l'authenticité de cette Lettre, qui fut déſavouée, à ce que l'on aſſure, mais ſeulement par ordre de Sa Majeſté Pruſſienne. Je crois cependant que l'Angleterre entiere & que toute l'Europe même eſt convaincue qu'elle eſt réellement de ce Monarque ; & je ne me ſouviens pas que M. *Pitt*, à qui il eût convenu plus qu'à perſonne d'en démontrer la fauſſeté, ait jamais reçu d'ordre à cet effet du feu

* Ce fait eſt faux ; jamais la France n'a fait d'offres au Roi de Pruſſe.

Roi. Ce qu'il y a de certain, c'eſt qu'elle a été publiée dans les Gazettes étrangéres comme authentique ; & il eſt encore indubitable qu'il n'auroit point été au-deſſous du poſte éminent que M. *Pitt* rempliſſoit, de déclarer au Public, par ordre de ſon Maître, qu'il n'étoit pas vrai qu'il eût jamais reçu une Lettre de cette eſpéce. Ainſi, je ſuppoſerai, Milord, quoique je ne vouluſſe pas l'affirmer, que cette Lettre a exiſté réellement. Il a donc été un tems où le feu Roi croyoit que l'intérêt de ſon Electorat, auſſi bien que celui de ſes Royaumes, exigeoit de lui de ſe retirer de la guerre d'Allemagne. Mais le droit du *Veto tribunitien*, que le Traité avoit donné au Roi de Pruſſe, l'en empêcha, & le fit agir différemment. Je vous deman-

de, Milord, s'il falloit d'autres preuves à un Miniſtre Britannique de la réſolution priſe par notre grand Allié de nous faire ſubir tous les déſavantages du Traité onéreux que nous avions contracté avec lui, tant qu'il ſubſiſteroit ? La Nation étoit alors épriſe & enyvrée de l'alliance du Roi de Pruſſe; mais, Milord, quoique ce ſoit peut-être en moi une ſingularité, je croirai toujours qu'un grand Miniſtre ne doit pas ſe laiſſer entraîner par le torrent de l'opinion vulgaire. Quelques minutes d'une réflexion froide & tranquille lui auroient fait voir que les vûes de Sa Majeſté Britannique ne pouvoient ſe concilier avec celles de Sa Majeſté Pruſſienne, & qu'il auroit dû s'eſtimer heureux de pouvoir rendre ces deux Monarques indépen-

dans l'un de l'autre. Au lieu de cela, on ſerre de plus en plus les liens qui les uniſſoient; on ſurcharge les obligations & les engagemens ; de nouveaux Traités ſont perpétuellement échafaudés ſur les précédens; nos intérêts ſe confondent & s'embrouillent au point, qu'il n'eſt plus poſſible de les démêler ; & notre puiſſant Allié qui ſe noie, s'attache ſi fortement à nous, qu'il faut abſolument ſurnager ou périr enſemble. Dira-t-on que cette complication, cet entremêlement d'intérêts avec un Prince qui dans une révolution de mille ſiécles ne pourroit pas être une ſeule fois utile à la Grande-Bretagne, eſt l'ouvrage d'une politique profonde & éclairée ? Imaginons que la Grande-Bretagne ait éprouvé tout ce qui

pouvoit lui arriver de plus fâcheux, c'eſt-à-dire, que par les ſuites naturelles de la Convention de *Cloſter-Seven*, elle eût ſecoué tous les liens qui l'attachoient au Continent, auroit-elle eu pour cela un ſeul pouce de territoire de moins ? Oui, répondront vivement les amis de M. *Pitt ; Quebec & la Guadeloupe ont été conquis en Allemagne.* Ainſi les amis de M. *Pitt* ſont bien éloignés de ſonger à le défendre de nous avoir engagé dans une guerre en Allemagne, qui a couté à l'Etat plus de vingt millions ! Ils oſent tirer gloire de ce qu'il a pu dire en plein Parlement comme du plus beau trait de ſon apoſtaſie politique, *que le Canada a été conquis en Allemagne !* Qui voudra déſormais accorder une once de bon ſens

à un peuple qui se paye de pareilles raisons ? Est-ce notre armée de vingt ou vingt-cinq mille hommes en Allemagne qui a favorisé l'entreprise du Chevalier *Johnson* sur le fort Niagara ? est-ce elle qui a chassé les François des forts de la pointe de la Couronne & de Carillon ? est-ce elle encore qui a réduit tous les Canadiens sous le Gouvernement Britannique ? Non sans doute, Milord, car tous ces événemens n'avoient pas le rapport, même le plus éloigné, avec les opérations de l'Allemagne ; & ce qui le prouve, c'est que nos forces navales laissoient si peu d'espoir aux François de pouvoir secourir le Canada, que ce fut ce qui les fit songer à une invasion dans la Grande-Bretagne, comme à une derniére

ressource. Ils avoient même alors une supériorité décidée sur l'armée du Prince *Ferdinand* ; & il n'y eut que la miraculeuse victoire de Minden qui changea la face des affaires en notre faveur. Cependant ce ne fut qu'à trente-cinq jours de distance de cette victoire, que nos troupes exécutérent leur débarquement dans l'Isle d'Orléans ; mais cette matiére a déja été suffisamment discutée, à la confusion de ceux qui ont avancé & qui osent défendre de si folles assertions.

On oublie pendant ce tems-là que notre dette nationale est déja forte de cent trente millions sterling : que c'est au public à payer l'intérêt de cette dette énorme : qu'il ne peut le payer que sur le produit de l'in-

duſtrie, & que M. *Pitt* a coupé le bras droit de cette induſtrie en enlevant du Royaume un homme ſur quatre pour le ſervice de terre ou de mer. Voici peut-être une vérité que vous ignorez, Milord ; mais malheureuſement elle n'en eſt pas moins conſtante : c'eſt qu'un Journalier du moyen ordre (& c'eſt ſur ceux-là que roulent nos manufactures) ne peut pas ſuivre aujourd'hui de profeſſion qui lui ſoit plus avantageuſe que le métier de la guerre. Ce qui rend cette vérité encore plus déplorable, c'eſt que la profeſſion de ſoldat, ſurtout parmi nous, eſt bien moins pénible que celle de manufacturier. Un ſoldat, (car je ne diſtingue point notre milice d'avec nos troupes réglées) lorſqu'il s'engage pour trois ans, ce qui

ſait 1095 jours, reçoit dix guinées, c'eſt-à-dire, huit cent deux fois trois deniers & demi, monnoie ſterling: ajoutez à cela ſa paye ordinaire de ſoldat, & certains travaux pour leſquels il reçoit un ſalaire particulier, ſans oublier le ſoin que le public eſt obligé de prendre de ſa femme & de ſa famille; & je demande quel eſt le manufacturier ordinaire qui gagne autant, & avec auſſi peu de peine? Pour moi, Milord, je ne crois pas qu'il y en ait; & il me paroît effrayant pour des Miniſtres Britanniques, (je dis pour ceux qui ont le bien de leur pays à cœur) qu'il ne ſoit pas poſſible de travailler pour l'accroiſſement & le ſoutien de l'armée, ſans préjudicier dans la même proportion aux intérêts les plus eſſentiels de l'Etat.

Je ne parle point de tous ceux qui s'embarquent à bord des Corſaires ou d'autres vaiſſeaux armés pour la courſe, & qui cauſeront aux Manufactures de ce Royaume un préjudice que dix ans de ſuccès dans la guerre avec l'Eſpagne, ne ſeront pas capables de réparer.

On devroit regarder le manque d'hommes dans preſque toutes les branches de l'économie politique, comme un argument victorieux contre tout ce qui a été avancé en faveur de la guerre.

D'après les Bills de mortalité pour l'année derniére ſeulement, on voit que le nombre des enterremens a ſurpaſſé de 3498 celui des baptêmes. Voilà une preuve de dépopulation bien récente & bien capable de nous allarmer. Ne vaudroit-il

pas mieux, au lieu d'envenimer cette plaie, en attiſant le feu de la diſcorde, chercher les moyens de la guérir? Et où les trouver ces moyens, ſi ce n'eſt dans le ſein de la paix?

Reprenons le fil de notre examen. Je m'arrête au ſecond période de notre négociation. On reconnut enfin le tort qu'on avoit eu dans l'omiſſion de deux Puiſſances principales. Le Roi de France détermina ſes Alliés à permettre que la négociation fût renouée. Je ne ſuis point ici, Milord, l'Avocat de la Cour de France; mais je ne puis point m'empêcher de reconnoître qu'elle étoit très-ſincérement diſpoſée à travailler pour ſes véritables intérêts, & que le 26 Mars 1761, nous avions de notre côté de très-bonnes raiſons pour apporter dans la négo-

ciation, au moins autant de bonne volonté qu'elle. La France avoit fait tant de pertes pendant la guerre, qu'elle désiroit de la terminer; & nous avions obtenu des avantages si considérables, que notre intérêt nous dictoit le même conseil. M. *Pitt* ne jugea pas ainsi, & il a fait voir qu'à ses yeux l'intérêt de la Grande-Bretagne consistoit bien plus dans les armes que dans le commerce. Il s'agissoit de laisser à la France, la petite gloire de présenter quelques objets de compensation, d'insister sur l'importance de la conquête de Minorque, du Comté de Hanau, du Landgraviat de Hesse-Cassel & de la ville de Gottingen. Eh! pourquoi lui avoir fait sur cela de mauvaises difficultés, tandis qu'on pouvoit en tirer parti pour assurer à

la Grande-Bretagne une paix ſolide & honorable ? Mais il ne convenoit pas à la grandeur de M. *Pitt*, de penſer comme le commun des hommes, ſur les intérêts d'une nation commerçante. Il lui parut bien plus conforme à l'élévation de ſes vûes, de diſputer le terrein pied à pied avec la France, de la chicanner ſur tout, & de s'accrocher à tout les petits prétextes qu'il put imaginer pour rompre la négociation.

Je conviendrai volontiers, que la France a eu le plus grand tort d'exiger que l'Impératrice Reine reſtât en poſſeſſion de Weſel & de Gueldres : mais ſon entêtement ſur ce point pouvoit-il balancer les avantages que l'Angleterre auroit retiré de la paix, & la tranquille conſervation de tout ce que nous

pouvons

pouvons dire avoir réellement acquis dans cette guerre? Que M. *Pitt* déploye, s'il veut, toutes les ressources de son éloquence pour nous persuader qu'il ne devoit pas céder à la France sur cet article, je défie qu'il y attache aucun profit équivalent à la centieme partie des dépenses que nous avons faites pour avoir rejetté ces propositions.

Le Roi de France a déclaré le 19 Avril 1761, que Sa Majesté Britannique étoit convenue que la nature des objets qui avoient occasionné la guerre entre la France & l'Angleterre, étoit absolument étrangére aux différends qui avoient donné naissance à la guerre d'Allemagne. Puisque Sa Majesté Britannique avoit pu rendre hommage à une vérité aussi simple & aussi incontestable, je voudrois bien sa-

voir ſur quel fondement de raiſon, de juſtice, ou de convenance on a fait figurer les intérêts de l'Allemagne dans la négociation?

Ce n'eſt point par la conſidération de nos intérêts en Amérique, que nous avons contracté une alliance avec le Roi de Pruſſe : l'Amérique ne pouvoit avoir rien de commun avec l'équilibre du pouvoir en Allemagne. Si la Grande-Bretagne eût pris la France au mot, & lui eût dit : *Laiſſons les affaires d'Allemagne de côté, & terminons nos différends en Amérique*, quel mal nous en ſeroit-il arrivé : à moins que l'on ne regarde comme une très-grande infortune pour l'Angleterre, un arrangement qui nous eût ſauvé vingt millions ſterling? Mais, s'écrieront les amis de M. *Pitt*, il y auroit eu de la lâcheté à *aban-*

donner notre Allié le Roi de Prusse. A cela je répondrai qu'il est bien plus lâche de trahir & de sacrifier les intérêts les plus réels de sa propre nation, de sa liberté, & ses constitutions. Comment entend-on que le Roi de Prusse seroit abandonné de nous, si nous pouvions terminer une guerre avec laquelle ses intérêts n'ont jamais eu & ne peuvent jamais avoir le moindre rapport ? Voilà pourtant, Milord, quel est exactement l'état de la cause, & c'est une vérité qui prévaudra dans tous les tems contre le torrent de la frénésie populaire. Il n'y a pas un homme de bon sens en Angleterre, qui puisse lire le Mémoire historique de la Négociation, sans entrer en colére contre M. *Pitt*. Les Partisans de ce Ministre soutiennent que les préten-

tions de la France étoient trop considérables, il eſt blâmé par d'autres pour avoir trop accordé. Pour moi, j'oſe dire que s'il eût conclu le marché aux conditions propoſées, il n'auroit fait ni trop peu, ni trop: il eût ſacrifié à la France quelques bagatelles d'où elle faiſoit dépendre ſon honneur; mais c'étoit en travaillant pour les intérêts les plus eſſentiels de ſon pays. S'il eût été véritablement jaloux de la gloire & des avantages de la Grande-Bretagne, il n'auroit pas héſité un ſeul inſtant à terminer la plus ruineuſe des guerres, & à conclure une paix qui coûtoit ſi peu. Il a fait voir au contraire, que ce n'étoit pas ſeulement à perpétuer la guerre qu'il mettoit ſon application, mais qu'il ne ſeroit pas content s'il ne réuſſiſſoit à la rendre générale, & qu'il

vouloit nous mettre aux prises avec l'Espagne, comme avec la France.

C'est ici que je demanderai à M. *Pitt* quels étoient les griefs que nous pouvions avoir contre l'Espagne. Je ne parle point des vûes secrettes qu'on lui supposoit ; elles ne peuvent autoriser que la demande d'une explication : c'est sur les faits que je l'interroge. En citera-t-il quelqu'un qui ait pu attirer sur cette Puissance l'orage qu'il vouloit dans l'instant même faire éclater contre elle ? Les vaisseaux Espagnols avoient fait, dira-t-il, le commerce avec les François en Europe & en Amérique ; ne peut-on pas faire le même reproche aux vaisseaux de la Suede & du Dannemark, & même aux Hollandois, ces fideles alliés de la Grande-Bretagne ? Je veux croire que les Espagnols ont

montré beaucoup de partialité pour la France depuis le commencement de cette guerre : mais tant qu'il n'étoit pas poſſible de prouver que ce fût par les principes de leur Gouvernement, tant qu'il n'y a eu lieu d'imputer cette partialité qu'à quelques petits Gouverneurs de place, dont l'inſolence a été blâmée de leur Cour, & à qui elle a défendu de récidiver ; je ne crois point que nous ayons été en droit d'exercer des hoſtilités contre cette Couronne. Il faloit pour cela que le Roi Catholique nous eût dit : *J'ai réſolu de ſoutenir mes Gouverneurs dans tout ce qu'ils ont fait ; les Traités les juſtifient, ainſi que le droit des gens.* Pour lors, nous euſſions été fondés à laiſſer éclater contre l'Eſpagne le plus vif reſſentiment, & les hoſtilités euſſent été

légitimes ; parce qu'une pareille conduite auroit heurté de front nos plus chers intérêts. Mais il eſt impoſſible à M. *Pitt* de prouver que le Miniſtére Eſpagnol ait jamais eu la penſée de ſoutenir les Gouverneurs dans leurs injuſtes entrepriſes. Le Roi Catholique, & ſon Miniſtre, nous ont même donné des aſſurances tout-à-fait contraires ; & ils ont employé les expreſſions les plus fortes & les moins douteuſes, pour nous perſuader que l'Eſpagne n'avoit jamais été plus ſincérement diſpoſée à vivre en bonne amitié avec la Couronne Britannique.

La ſeule choſe dont ſe plaint hautement la nation en général, c'eſt de la partialité du jugement de l'Eſpagne en faveur du Duc de Penthievre, vaiſſeau de la Compa-

gnie Françoiſe des Indes qui avoit été pris par le Corſaire l'Anti-Gallican, Capitaine *Foſter*, le 26 Décembre 1756. Mais avons-nous les minutes telles qu'elles ont été priſes au Bureau de l'Amirauté de Cadix, où réſidoit le Conſul Eſpagnol ? Pour moi, je ſuis du nombre de ceux qui n'oſent point prononcer ſur la validité de la priſe du vaiſſeau le Duc de Penthievre. Je ne ſuis pas bien convaincu que le Corſaire l'Anti-Gallican ſe ſoit trouvé hors de la portée des forts Eſpagnols, lorſqu'il apperçut le vaiſſeau François : mais, quoi qu'il en ſoit, & en ſuppoſant même que l'on n'ait pas rendu la juſtice qui étoit due à l'équipage de l'Anti-Gallican, je vous demande ſi c'étoit une raiſon aſſez forte pour rompre avec la Couronne d'Eſpa-

gne ? Quelqu'un croit-il que l'on n'a jamais rendu de jugemens injuſtes dans la ſalle de Weſtminſter, ou dans la Chambre des Lords ? La charité qui détourne toujours de la penſée du mal, me détermine à croire que le Conſeil nommé à Cadix pour juger de la validité de la priſe, a rendu un jugement équitable ſuivant les loix du pays.

Il n'y a perſonne qui ne convienne que l'alliance de l'Eſpagne étoit précieuſe pour l'Angleterre, & que cette Puiſſance méritoit de notre part, toutes ſortes de marques de reſpect & de conſidération. L'Angleterre faiſoit conſiſter dans ſon amitié une partie de ſon bonheur; & le feu Roi, en plus d'une occaſion, en a parlé comme d'un des plus réels avantages de ſa Couronne. La nation entiére vivoit dans

cette douce & flatteuse persuasion, lorsque, pour son malheur, une voix funeste s'est élevée, qui a fait entendre ces terribles paroles : » Vous » vivez dans une sécurité trompeu- » se, & si vous ne rompez pas sur » le champ avec l'Espagne, je vous » abandonne. « Mais pourquoi cet emportement soudain ? n'y avoit-il pas près de six ans que vous étiez le Ministre de Sa Majesté ? Est-ce que depuis ce tems-là vous n'avez eu aucune occasion de démêler les vûes de l'Espagne ?

Les suites d'une guerre entreprise avec l'Espagne, dans le tems où nous sommes, ne peuvent être que très-funestes pour nous. Elle nous fera perdre un nombre infini de vaisseaux ; elle jettera la confusion dans nos Colonies, déja fatiguées d'une guerre de six années ; & combien

de tems ne faudra-t-il pas pour y faire reprendre au commerce ſon ancienne activité? Conſidérez, Milord, le nombre d'hommes que nous avons perdu pendant ces ſix années de guerre, & l'affreuſe déſolation que la cruauté des Sauvages a jettée dans nos Colonies. Il ſe trouve auſſi peu de jeunes gens dans pluſieurs provinces de l'Amérique Septentrionale & des Iſles Caraïbes, que dans les Comtés de Kent ou de Suſſex. Je ſais que la Marine Britannique eſt infiniment ſupérieure à celle de l'Eſpagne, & qu'elle eſt aujourd'hui beaucoup plus puiſſante qu'elle ne l'a jamais été. Mais je ſuppoſe que dans une campagne nous venions à bout de détruire toute la Marine Eſpagnole; ignore-t-on que nous n'avons pas aſſez de troupes pour faire des conquêtes; beaucoup moins

encore pour conſerver les établiſſemens que nous pourrions enlever à l'Eſpagne ? De plus, les poſſeſſions de l'Eſpagne, dans le Mexique & dans le Perou, ſur le golfe de la Floride, & ſur l'Iſthme de Darien, ſont dans un climat trop mal ſain pour les tempéramens Anglois. Il eſt inutile, je crois, de rappeller par deſſus tout cela cette journée mémorable (le premier Avril 1741) où une puiſſante eſcadre Angloiſe, de vingt & un vaiſſeaux de ligne, & un corps de vingt mille hommes de troupes ont été battus & repouſſés devant Cartagêne.

Les partiſans d'une guerre avec l'Eſpagne, ſoutiennent qu'elle ne nous cauſera aucune nouvelle dépenſe. On exagére les richeſſes que nous vaudront les priſes Eſpagnoles ; mais ſuppoſé qu'elles ſoient

telles qu'on les repréſente, elles ne ſuffiront qu'à indemniſer les particuliers des dépenſes qu'ils auront faites pour leur équipement, & l'Etat ne ſera point dédommagé des ſiennes qui ſont beaucoup plus conſidérables.

Lorſqu'on équippe une grande flotte aux dépens de toute une nation, on a certainement pour objet, autre choſe que de faire conſommer ſes proviſions, & de l'expoſer à être engloutie dans les tempêtes & dans les mers éloignées, en cherchant les bâtimens marchands des ennemis. Et qu'eſt-ce que l'Eſpagne a donc de ſi précieux qui puiſſe compenſer les fraix immenſes qu'elle nous fera faire en très-peu de tems? Nous avons plus d'Iſles que nous n'en pouvons garder, ou au moins que la ſaine politi-

que ne nous permet d'en garder, au jugement même de notre grand Miniſtre ; & plus de territoire que nous ne pouvons en peupler. Pour quel objet faiſons-nous donc la guerre à l'Eſpagne ? N'eſt-ce que pour prendre quelques vaiſſeaux ? il n'y aura qu'un petit nombre de Marchands & d'Agens de change, qui en retireront quelque profit. Nous aurons donc prodigué le ſang d'une infinité de braves Anglois, & les richeſſes de la nation, pour faire des conquêtes qu'il faudra rendre, parce que nous en avons déja plus que nous n'en pouvons conſerver.

Mais, dans la ſuppoſition que les conquêtes & les priſes que nous ferons ſoient d'un avantage réel pour l'Etat & pour le peuple ; qu'il nous ſoit permis d'examiner le mal que l'Eſpagne pourra nous faire de ſon côté.

Notre commerce immenſe avec ce Royaume, eſt entierement interrompu ; & comme la balance eſt conſidérablement en notre faveur, c'eſt ſur nous que la perte retombe en plus grande partie. La réunion des flottes Françoiſes & Eſpagnoles, & les Corſaires qui infeſtent la Méditerranée, vont rendre très-hazardeux le commerce de Livourne & du Levant ; commerce qui eſt d'une ſi grande reſſource pour l'Angleterre ; & dont la sûreté ne pourra être établie en aucun tems, que par un convoi d'une force qu'il eſt à préſumer que nous ne pourrons jamais lui donner.

C'eſt ſur-tout la perte de Minorque qui nous fera ſentir la puiſſance des Eſpagnols ; cette Iſle eſt très-avantageuſement ſituée pour le commerce entre les parties les plus

opulentes de l'Afrique, de l'Amérique & de l'Europe; non ſeulement elle commande, pour ainſi dire, la fortereſſe & le port de Toulon, mais dans la guerre derniére elle a tellement gêné les opérations des Eſpagnols en Italie, tant par mer que par terre, que l'Eſpagne a employé tous les moyens imaginables pour tâcher de la reprendre. Si quelque choſe peut faire bien juger de l'immenſité d'une pareille perte, c'eſt la grande quantité de groſſe artillerie, de bombes, de poudre à canon, *&c.* que les François y ont trouvée *; nous éprou-

* Savoir 800,000 liv. de poudre à canon; 290 pieces de canon en état de ſervir, non compris celles qui ont été démontées pendant le ſiége; 85 mortiers, 17,000 bombes, & environ 13,500 boulets de canon. Les Régimens de Cornwallis, de Rich, de Husk, & d'Effingham compoſoient la plus grande partie de la garniſon.

verons,

verons, pour notre malheur, que Gibraltar eſt à une diſtance trop éloignée pour que nos vaiſſeaux s'y réfugient dans le beſoin; notre commerce avec les Iſles ou le Continent de l'Amérique ne ſera pas moins expoſé. Les vaiſſeaux ſont obligés de venir doubler une des pointes de l'Eſpagne pour reconnoître l'Europe; ils tomberont tout naturellement dans les ſtations des Eſpagnols : & c'eſt-là ce qui a fait prendre un grand nombre de nos vaiſſeaux marchands dans la guerre derniére.

Tout ce que je viens d'expoſer me détermine à adopter le ſentiment de ceux qui n'auroient point voulu que l'on déclarât la guerre à l'Eſpagne. Il eſt certain que l'Angleterre & l'Eſpagne peuvent réciproquement ſe faire beaucoup de tort dans une

guerre, mais elles peuvent ſe faire auſſi mutuellement beaucoup de bien quand elles ſont en paix. Depuis pluſieurs années il régnoit une parfaite harmonie entre ces deux nations ; & les Monarques reſpectifs vivoient enſemble dans la meilleure intelligence. L'on ne doit point oublier que le Roi Catholique actuel, *lorſqu'il étoit* Roi de Naples & de Sicile, a honoré l'Univerſité d'Oxford d'un préſent * d'un grand prix, & qu'il a déclaré dans les termes les plus honnêtes qu'il ſe trouvoit beaucoup honoré de la correſpondance qu'il avoit avec une aſſemblée auſſi reſpectable & auſſi ſavante ; il a reçu avec une bonté ſans égale, la réponſe en langue Latine que cette Univerſité lui a adreſſée.

* Le Recueil des Antiquités trouvées dans les fouilles d'Herculanum.

Qu'on ne m'impute point cependant de ſuppoſer que l'Eſpagne ne nous a point donné de juſtes ſujets de plaintes. Je ferai voir, quand on le voudra, qu'elle a manqué à notre égard ſur des points eſſentiels. Mais je proteſte auſſi, qu'à mes yeux il n'exiſte actuellement aucun grief contre elle, qui n'ait exiſté depuis que M. *Pitt* eſt dans le Miniſtére, je dis plus, depuis l'année 1672, lorſque la Reine Régente d'Eſpagne rendit une Déclaration, où elle ordonnoit de traiter comme des pirates, les Anglois qui ſeroient trouvés abattant du bois dans la baye de Honduras.

Les talens d'un grand Miniſtre, Milord, brillent autant par les meſures qu'il prend pour prévenir le mal, que par les remedes qu'il ſait y appliquer. Quand M. *Pitt* fut

nommé Sécretaire d'Etat; pourquoi n'a-t-il pas tenu au Roi ce langage ?
» Nos différends avec l'Eſpagne,
» Sire, ſont auſſi éloignés d'un
» heureux terme, qu'ils l'étoient
» au commencement de la dernié-
» re guerre avec cette Puiſſance.
» Elle n'a point renoncé au droit
» qu'elle prétend avoir de faire la
» viſite de nos vaiſſeaux, ſur des
» mers ouvertes à tout le monde,
» quoique cette prétention ait été
» la cauſe que la guerre lui a été
» déclarée par la Grande-Bretagne;
» Elle n'a jamais voulu convenir que
» nous euſſions le droit de couper
» des bois dans la baye de Hondu-
» ras, quoique ce droit ſoit auſſi
» inconteſtable qu'il peut l'être par
» l'exiſtence des faits & de la poſ-
» ſeſſion. Nous ſommes en guerre
» avec la France, & il y a tout lieu

» de craindre que le Miniſtére d'Eſ-
» pagne ne ſaiſiſſe la première oc-
» caſion qui ſe préſentera de faire
» valoir des prétentions dont cette
» Couronne ne s'eſt point départie,
» & ſur leſquelles il n'a été ſtatué
» définitivement par aucun Traité.
» Il eſt donc ſenſible que nous
» avons beſoin d'un Traité défini-
» tif. Sans cela, j'avoue à Votre
» Majeſté que je ne ſais quelle con-
» duite tenir, & que l'incertitude
» dans laquelle je marcherai, ex-
» poſera aux plus grands hazards le
» ſuccès de mes entrepriſes. «

Si M. *Pitt* eût adreſſé un diſcours de cette ſorte au Monarque qui lui accordoit ſa confiance, il eſt très-vraiſemblable que l'Eſpagne auroit conclu avec nous un Traité définitif : ſinon nous aurions pris des meſures qui auroient forcé cet Allié

douteux de la Grande-Bretagne, à devenir ſon ennemi déclaré. Mais au contraire, depuis la paix d'Aix-la-Chapelle, nos Miniſtres n'ont jamais traité avec cette Puiſſance que ſur de pures miſéres ; on n'a réglé enſemble que des articles de comptes peu intéreſſans, & étrangers au bien général, & on n'a pas établi un ſeul principe de poſſeſſion ou de commerce.

Si l'on prétend que parce qu'on a tiré de l'Eſpagne quelques petits dédommagemens ou quelques reſtitutions, elle a perdu le droit d'exercer à l'avenir des hoſtilités comme celles dont nous pouvons nous plaindre, oh ! pour le coup, je nie tout net la conſéquence. Nous voyons tous les jours l'ouvrage d'un Miniſtre déſapprouvé par ſon ſucceſſeur. Il y a une infinité de diffé-

rences dans les circonſtances des cas qui empêchent d'argumenter de l'un au ſoutien de l'autre : cinquante mille arrangemens de cette nature n'équivalent pas à un ſeul principe. Si l'article de l'*Uti poſſidetis* du Traité de 1667, & celui de 1670, confirmés l'un & l'autre par tous les Traités ſubſéquens, avoit été expliqué clairement en faveur du droit que nous prétendions avoir de couper du bois de teinture dans la baye de Honduras, il n'y auroit pas eu le moindre doute à ce ſujet entre l'Eſpagne & nous. S'il eût été déterminé en quelles circonſtances & dans quels cas la viſite des vaiſſeaux étoit admiſſible, les ſujets de la Grande-Bretagne n'auroient pas eu perpétuellement devant les yeux la crainte des Gardes-côtes Eſpagnols dans leur navigation ſur ces mers.

Peut-être voudroit-on me repréſenter, qu'outre les Traités dont je viens de parler, celui d'Utrecht en 1712 & celui de Seville en 1729, ont été des Traités définitifs. Mais j'oſe ſoutenir qu'ils n'ont jamais été faits dans cette vûe ; on n'a pas eu intention d'en faire autre choſe que des palliatifs, comme tous les Traités que nous avons conclus avec l'Eſpagne depuis celui de 1670. Je conviens que celui-là étoit un Traité définitif ; mais cette qualité lui a été conteſtée par les Eſpagnols ; ainſi, l'on ne peut le regarder comme tel que conditionnellement, & nous n'avons fait depuis un ſiécle avec l'Eſpagne ni Traités ni guerres qui aient remis les choſes ſur un pied plus certain.

La conduite du Miniſtre *Walpole* fut attaquée ſur ce point là. Le

Chevalier *Benjamin Keene*, notre Miniſtre à Madrid, étoit l'homme du monde le moins propre pour la négociation. Sans vûes & ſans talens, il ne connoiſſoit point d'autre ſecret ni d'autre reſſource dans ſon art que les palliatifs. Il ne faiſoit point deshonneur à ſon maître ni à ſon pays; mais il ne ſuffit pas de repréſenter avec faſte auprès d'une Cour, c'eſt dans le cabinet qu'il faut déployer toute la dignité du caractére dont on eſt revêtu, & M. *Keene* n'avoit pas même l'idée d'un ſeul des points qui devoient ou qui euſſent dû être réglés entre la Cour où il réſidoit & nous. La raiſon en paroîtra bien ſenſible à ceux qui ont vû comment tout étoit conduit alors par les Miniſtres. Le Chevalier *Benjamin* s'occupoit bien moins de ſa qualité de Miniſtre de

la Grande-Bretagne, que de celle d'Agent de la Compagnie du Sud ; & il eſt aſſez naturel de croire que la plus honorable de ces deux miſſions n'étoit pas la plus lucrative. Chacun ſait auſſi que *Robert Walpole* étoit conſtant juſqu'à l'entêtement dans ſon affection pour ſes amis, & que dans tous les cas où l'intérêt des affaires & du ſervice pouvoit croiſer celui des perſonnes qu'il aimoit, la préférence leur étoit aſſurée.

C'eſt par cette raiſon que pendant tout le tems de ſon Miniſtére, qui fut très-long, on n'entreprit pas une ſeule fois de fixer & de déterminer le ſens primordial & l'eſprit des Traités conclus entre l'Angleterre & l'Eſpagne en 1667 & en 1670. Il eſt cependant certain que nous ne ferons jamais une paix durable

& ſolide avec l'Eſpagne, tant que l'on n'aura pas diſcuté dans une négociation le ſens & l'eſprit de ces deux Traités. On a eu recours aux palliatifs & aux expédiens; mais aujourd'hui ce ſont des reſſources ſi triviales, que M. *Pitt* a été obligé enfin d'y renoncer. Cet Ex-Miniſtre a vû, quoique dans ce tems-là il fût encore très-jeune, avec quelle ardeur infatigable & avec quelle impartialité l'on travailloit alors dans le Parlement à diſcuter la matiére de nos différends avec l'Eſpagne. Par quels vigoureux argumens la reſſource des palliatifs ne fut-elle pas combattue & rejettée!

» Que Votre Majeſté nous permette (diſent les Lords) de lui
» faire connoître combien nous mettons notre confiance dans ſa ſa-
» geſſe Royale, & dans l'attention

» qu'elle apporte ſans relâche à la
» gloire de ſa Couronne & à la proſ-
» périté de ſes Royaumes. Nous ne
» doutons point que dans le Traité
» qui ſera conclu en conſéquence
» de cette convention, on ne prenne
» les meſures convenables pour ré-
» parer les griefs dont nous nous
» ſommes plaints avec tant de fon-
» dement, & ſur-tout pour que la
» liberté de la navigation & du com-
» merce dans les mers de l'Améri-
» que, qui appartient aux ſujets de
» Votre Majeſté par la loi des na-
» tions & par les Traités ſubſiſtans
» entre les deux Couronnes, leur
» ſoit aſſurée de la maniére la plus
» efficace, pour qu'ils puiſſent jouir
» ſans être inquiétés du droit de
» naviger & de faire le commerce,
» de telle ou telle partie des poſſeſ-
» ſions de Votre Majeſté, avec telle

» ou telle autre, ſans qu'on puiſſe » les arrêter & leur faire ſubir une » viſite ſur des mers libres à tout » le monde; & enfin, ſans qu'ils » puiſſent craindre aucune autre vio- » lation ou infraction des ſuſdits » Traités; dont l'obſervation mu- » tuelle, accompagnée d'une atten- » tion convenable aux priviléges reſ- » pectifs des deux Nations, eſt » le ſeul moyen d'entretenir entre » elles une bonne correſpondance » & une amitié durable. « L'Adreſſe porte enſuite les expreſſions de la ferme eſpérance des Lords, que dans le prochain Traité on apportera la plus grande attention aux droits de la Couronne & des ſujets de Sa Majeſté, concernant l'arrangement & le réglement des limites des poſſeſſions de Sa Majeſté en Amérique. Le ſentiment des Com-

munes ſur la convention, fut le même en tous points, que celui de la Chambre Haute, & leur Adreſſe fut conçue dans des termes ſemblables. Les deux Chambres s'expliquérent bien plus nettement encore dans les délibérations qu'elles prirent en 1738 ſur la liberté de la navigation Britannique, ainſi que ſur ſes poſſeſſions & ſes priviléges en Amérique. La différence qu'il y a entre nos deux Traités avec l'Eſpagne; ſavoir, celui de 1667 & celui de 1670, ne leur avoit point échappé. Mais le Chevalier *Benjamin Keene* & *Robert Walpole* étoient dans une entiére ignorance à cet égard. De-là, toutes les bévues de nos Négociateurs dans cette mémorable conjoncture. Dans les deux Traités la ſtipulation s'appliquoit également au commerce de l'Amé-

rique & à celui de l'Europe ; & malheureusement M. *Keene*, dans la Lettre qu'il écrivit à Don *Joseph Patkins*, le 7 Décembre 1736, confondit aussi ces deux points qu'il auroit dû séparer : je dis malheureusement, à cause de tous les maux qui en ont résulté. Enfin, le Ministére Anglois crut s'apperçevoir que sa conduite n'étoit pas exempte de reproches, si on la jugeoit par le Traité de 1667 : mais que celui de 1670 la faisoit paroître naturelle, juste & sensée. Il reconnut de bonne foi l'erreur où il avoit été jusqu'alors, & on le vit adopter la distinction. Notre Déclaration de guerre contre l'Espagne, qui est un des plus beaux Ecrits politiques qui aient jamais paru en Angleterre, est fondée sur ce principe.

Notre Ministére commença donc

à concevoir que les ſtipulations du Traité de 1667 ne pouvoient regarder que les mers & les latitudes où le commerce entre l'Eſpagne & nous étoit permis : & ces ſtipulations ne ſont, en effet, que les conditions réciproquement agréées ſur la maniére de faire ce commerce, qui ne différent preſque point de ce qui ſe pratique par les autres Etats de l'Europe, entre leſquels il y a un commerce ouvert.

Mais, Milord, l'eſprit du Traité de 1670 attaque de front un pareil commerce ; & chacune de ſes ſtipulations tend à en établir la prohibition. La viſite des vaiſſeaux avoit été mentionnée au Traité de 1667. Il n'en eſt aucunement queſtion dans celui de 1670, par la raiſon toute ſimple, que dans des mers & ſous des latitudes, où tout commerce

eſt défendu, il ne peut pas exiſter de ſujet de viſite. Ce n'eſt pas la même choſe en Europe entre les Eſpagnols & nous ; auſſi les ſtipulations du Traité de 1667 s'appliquent-elles, avec fondement, au commerce des deux Nations ſur les mers Européennes. La viſite y eſt admiſe, parce que le commerce y eſt établi : ſi tout commerce y étoit ſupprimé, on ne pourroit, ou ne devroit point parler d'y exercer le droit de viſite.

Je me ſuis attaché à développer ce point de controverſe politique, parce que M. *Pitt* voudroit que l'on cherchât dans nos différends avec l'Eſpagne, les raiſons qui lui ont fait donner ſa démiſſion. Ce n'eſt point pour juſtifier la conduite que l'Eſpagne a tenue vis-à-vis de nous depuis le commencement de la

guerre ; je crois que rien ne peut l'excuſer : mais puiſque la nature de nos démêlés avec cette Puiſſance avoit été ſi bien diſcutée par M. *Pitt* lui-même, lorſqu'il travailla ſi efficacement au renverſement du Chevalier *Walpole*, il étoit convenable que le principal objet de ſon attention dans la place où il a été élevé, fût de mettre dans le jour le plus clair l'état de nos intérêts & de nos prétentions vis-à-vis de la Cour d'Eſpagne : cependant lorſque l'on agitoit l'affaire du Traité d'Aix-la-Chapelle, on négligea tout-à-fait ce point capital, quoiqu'on puiſſe dire avec vérité, que c'étoit le ſeul qu'il dût importer à la Grande-Bretagne de régler définitivement dans ce Traité de paix. M. *Pitt*, avec tout ſon parti, n'avoit pas plus de foi aux principes d'après leſquels il avoit

forcé *Walpole* à la guerre contre l'Efpagne, qu'aux rêveries de la fcience hermétique. S'il en eût penfé plus avantageufement, lui auroit-on jamais entendu dire, *qu'il lui paroiffoit douteux qu'il y eût en Angleterre quelqu'un affez fou pour croire que les Efpagnols vouluffent renoncer au droit de vifiter nos vaiffeaux en Amérique?*

Que faut-il que nous penfions de ceux qui étant intérieurement convaincus que cette prétention des Efpagnols devoit au moins être admife tacitement, ont néanmoins fonné l'allarme contre le Miniftre, par la feule raifon, qu'il étoit dans les mêmes fentimens qu'eux à cet égard? Mais, Milord, il y avoit encore d'autres points que celui de la vifite des vaiffeaux à régler avec les Efpagnols. De ce nombre, eft le droit

que les ſujets Britanniques prétendent avoir de couper des bois de teinture dans le golfe de Honduras. Le Parlement l'avoit appuié & défendu dans les termes les plus forts & les moins équivoques. Pourquoi a-t-on ſouffert qu'il reſtât des doutes aux Eſpagnols ſur un droit d'une telle importance ? C'eſt le ſentiment du Bureau du commerce d'Angleterre, que lors des premiers établiſſemens faits par les Anglois dans la province de Jucatan, il n'y avoit point d'habitans Européens dans ces pays, & que peut-être même ils étoient inconnus aux Eſpagnols. Or, ſi nous avons pour nous le droit de premier *Occupant*, qui eſt celui qui fonde avec le plus de ſolidité les prétentions des Européens en Amérique : pourquoi faut-il que dans chaque arbre du bois précieux que nos com-

patriotes vont abattre dans ce pays, ils voient un gibet fatal où ils doivent toujours craindre d'être attachés ? Puiſqu'on avoit diſcuté leur droit ſi long-tems & avec tant d'opiniâtreté, quelle raiſon a-t-on eue pour ne pas l'établir de telle ſorte qu'il ne pût craindre aucune ſecouſſe ? Pourquoi a-t-on laiſſé tant de choſes en ſouffrance avec l'Eſpagne, au riſque que notre ſituation dans le pays en queſtion devînt à la fin extrêmement déſagréable, & que notre Ex-Miniſtre déſeſpérant de trouver encore des palliatifs pour un mal qui empiroit tous les jours, crût ne pouvoir ſe tirer autrement d'embarras qu'en abandonnant les rênes du Gouvernement ?

Malgré tout ce que j'ai dit juſqu'ici, Milord, je croirai toujours que les principes d'après leſquels

nous nous engageâmes dans la précédente guerre contre l'Eſpagne, n'étoient ni légitimes ni bien entendus. Je ſuis convaincu que l'eſprit du Traité d'Amérique donne aux Eſpagnols un droit excluſif ſur les pays qu'ils poſſedent dans cette partie du monde, & que ce droit excluſif qui, ſans contredit, eſt réciproque pour les deux Nations, doit être anéanti, pour que nous puiſſions ſoutenir légitimement qu'aucun vaiſſeau Anglois, quelque ſoupçon qu'on ait ſur ſa cargaiſon, ne doit point être viſité ſur les mers d'Amérique, à moins qu'il ne ſoit trouvé dans un port Eſpagnol. Tel fut cependant le principe ſur lequel fut fondée alors notre Déclaration de guerre contre l'Eſpagne. A parler franchement, je crois qu'il n'eſt pas poſſible de le juſtifier, car il dé-

truit l'eſprit de tous nos Traités avec cette Puiſſance. Je ſuis cependant bien éloigné de penſer que nous n'ayons pas le droit d'une navigation auſſi libre qu'il ſoit poſſible ſur les mers d'Amérique ; je ſoutiendrois même, dans le beſoin, qu'un vaiſſeau Anglois étant obligé de mouiller ſur une côte Eſpagnole, il n'eſt pas même alors dans le cas de la confiſcation. On me répondra, ſans doute, qu'il eſt très-difficile de rapprocher ces principes. J'en conviens : mais cela n'étoit pas plus facile à *Walpole*, lorſque M. *Pitt* formoit avec ſon parti celui de l'oppoſition. Je croirois cependant que ces deux principes pourroient ſe concilier enſemble ; mais il faudroit de part & d'autre traiter ſans aigreur, ſans arrogance, ſans diſſimulation, ſans ſubtilité, & avec cette candeur

& cette bonne foi qui caractérisent une saine politique. Si je ne craignois de porter une censure trop hardie sur le Gouvernement, je demanderois à M. *Pitt* si la Cour d'Espagne ne s'est jamais montrée disposée à écouter des propositions qui auroient terminé toute dispute de commerce entre cette Nation & la nôtre ? Je le prierois de dire si le Chevalier *Keene*, si *Robert Walpole* n'avoient pas reçu de la part de l'Espagne des insinuations qui permettoient d'espérer que des propositions raisonnables seroient admises, & qu'on pourroit conclure un Traité qui ôteroit tout lieu aux contestations qui pourroient naître à l'avenir des expressions vagues & contradictoires de certains Traités.

C'étoit en procurant à sa nation un traité intelligible & définitif

avec l'Eſpagne, que M. *Pitt* pouvoit faire voir qu'il étoit vraiment *Patriote* ; a-t-il jamais porté une parole à ce ſujet au Miniſtre d'Eſpagne? j'en doute beaucoup. Il n'ignoroit pas cependant la fameuſe Délibération de la Chambre des Pairs, en 1738, qui établiſſoit d'une façon ſi peu équivoque le droit des Anglois par rapport à une navigation abſolument libre dans les mers de l'Amérique. Je ſais bien qu'un arrêté d'une des Chambres du Parlement, ou des deux enſemble, ne conſtitue point une Loi Parlementaire ; mais on m'accordera qu'il doit avoir dans la Grande-Bretagne autant de force que l'*autoritas Senatûs* en avoit chez les Romains. Cette autorité n'équivaloit pas tout-à-fait à un *Senatusconſulte* ; mais c'étoit toujours l'expoſé de ce que

penſoit le Sénat : or, je demande quel égard on a eu pour cette puiſſante & reſpectable autorité ? A-t-on requis l'Eſpagne d'adopter un meilleur ſyſtême de neutralité ; de renoncer à ſes prétentions tyranniques & injuſtes, que le Parlement Britannique a déclaré tant de fois incompatibles avec les droits inconteſtables de ſon commerce ? On n'a ſongé à rien de ſemblable ; les affaires ont continué d'aller le même train qu'auparavant : la nouvelle de la retraite du Miniſtre avoit retenti juſqu'aux extrémités du Royaume, avant que le premier bruit ſe fût répandu des altercations du Miniſtére.

Le conſentement donné par le Miniſtére Eſpagnol à la démarche faite par la France dans la vûe de mieux aſſurer la paix à laquelle *on*

travailloit, a été envisagé comme une preuve de la jalousie avec laquelle l'Espagne voyoit nos succès. Telle est l'origine du bruit qui s'est répandu, que l'Espagne, par un Traité particulier conclu avec la France, s'engageoit à lui fournir des vaisseaux de guerre & de l'argent pour la mettre en état de nous battre.

On ne sait pas encore ni où ce bruit a pris naissance, ni s'il étoit fondé à quelque égard; mais il n'en fallut pas davantage pour échauffer l'esprit inquiet & bouillant de M. *Pitt*. Il voulut sur le champ démontrer la nécessité d'envoyer une escadre Angloise à Cadix avec des ordres positifs de demander une copie de ce Traité; &, en cas de refus, de traiter les Espagnols comme ennemis.

On rejetta cette propoſition, non parce qu'elle eût été imprudente, même en ſuppoſant un motif plauſible de l'accepter; mais parce qu'on n'appercevoit pas une ſeule raiſon de s'y prêter.

La probabilité de l'exiſtence du Traité en queſtion, étoit douteuſe. L'Eſpagne ne devoit point appréhender que nous augmentaſſions notre pouvoir en Amérique; & elle ſait que nous n'avons pas beſoin de ſes mines.

Enfin, la rupture avec l'Eſpagne s'eſt effectuée, & nous commençons une guerre contre cette Puiſſance dans des circonſtances & avec des déſavantages qui doivent nous faire trembler : car il y a pluſieurs ſiécles, Milord, qu'on n'a vû l'Eſpagne auſſi formidable qu'elle l'eſt aujourd'hui.

Je voudrois ſavoir pourquoi, dans le cours de cette guerre ruineuſe contre la France, M. *Pitt*, dont la bile a été remuée ſi fortement par un Mémoire qui ne tiroit point à conſéquence, n'a jamais parlé aux Eſpagnols de pluſieurs infractions à des Traités qui intéreſſent eſſentiellement la Grande-Bretagne ? Au contraire, par égard pour la Cour d'Eſpagne, nous avons fermé les yeux ſur tout ce qu'elle faiſoit à notre préjudice ; nous avons pouſſé la lâcheté juſqu'à ne point oſer ſaiſir les effets des François chargés ſur des vaiſſeaux deſtinés pour Hiſpaniola, ou qui en revenoient.

Le violement d'un Traité eſt, ſuivant le droit des gens, un acte auſſi condamnable, que l'eſt par les Loix de l'Angleterre une

désobéiſſance formelle aux Actes du Parlement, & les maximes d'une ſaine politique veulent qu'il y ait un châtiment pour l'un comme pour l'autre. Mais, pour conſtituer une offenſe, il faut qu'il y ait une Loi; & celui qui n'enfreint point de Loi, n'eſt coupable d'aucun crime. Or, pour parler ſans partialité, je vous aſſure, Milord, qu'il n'y a pas un ſeul Traité ſubſiſtant actuellement entre l'Eſpagne & nous, à l'obſervation duquel les Eſpagnols ſe croient tenus, relativement au commerce des deux nations en Amérique. Peut-on affirmer que l'article de l'*Uti poſſidetis*, qui eſt le troiſiéme de notre Traité avec les Eſpagnols concernant l'Amérique, ſoit obligatoire pour l'Eſpagne, tandis qu'elle exige de nous d'abandonner nos établiſſemens dans

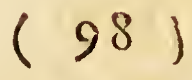
la baye de Campêche, dont il eſt inconteſtable que nous étions en poſſeſſion avant que ce Traité fût conclu ? Prétendra-t-on qu'il y ait quelque avantage ſolide pour nous dans l'article où il eſt ſtipulé que nous aurons une communication libre par mer entre nos différentes Colonies ? Il faudroit pour cela que la Cour d'Eſpagne eût renoncé au droit qu'elle prétend avoir d'arrêter nos vaiſſeaux, d'en faire la viſite, & de confiſquer leur cargaiſon, lorſque ces vaiſſeaux ſe trouvent dans les mers de l'Amérique, qu'elle prétend être toutes dans l'étendue de ſon Empire. De quoi peut nous ſervir la ſtipulation qui interdit aux François, & à tous les peuples, le commerce avec les établiſſemens Eſpagnols, ſi l'Eſpagne ſoutient qu'elle a le droit de donner aux

François toutes les facilités qu'elle juge à propos ? La France & l'Espagne ne prétendent-elles pas également que nous n'avons aucun droit de leur demander raiſon d'une pareille conduite ? Et ne voyons-nous pas juſqu'aux Hollandois revendiquer la liberté du commerce avec les Iſles Françoiſes & Eſpagnoles, pourvû qu'ils puiſſent obtenir les permiſſions néceſſaires des Cours de Madrid & de Verſailles ?

Après les intérêts de nos Colonies, c'eſt à ceux du commerce que nous faiſons avec le Portugal, que nous devons apporter le plus d'attention. Que n'avons-nous pas à craindre, Milord, s'il ne reſte point à Sa Majeſté Très-Fidéle d'autre parti à prendre que de marcher au-devant d'une armée Eſpagnole de trente mille hommes, ou de

de ſe retirer ſous le canon de nos vaiſſeaux ? Il eſt certain que ſes frontiéres ne ſont pas en état de faire la moindre réſiſtance ; que dans tout le Portugal il n'y a pas quinze mille hommes de troupes ; que, pour comble de malheur, la rigidité, peut-être la férocité de ſes Miniſtres, a fait perdre au Roi de Portugal l'affection de ſes ſujets, & que l'Eſpagne a un puiſſant parti au ſein même de ſa capitale.

Nous n'avons donc pas de ce côté-là une perſpective bien conſolante. En effet, quel ſera notre ſort, ſi au lieu de recevoir annuellement du Portugal une balance d'un million ſterling, nous voyons ce commerce paſſer dans les mains de nos ennemis, & ſi l'Angleterre eſt encore une fois obligée de don-



ner aſyle à un Roi de Portugal exilé de ſes Etats?

Le Portugal étant aujourd'hui dans l'état le moins formidable où on l'ait jamais vû, par les playes terribles qui l'ont frappé dans ſon propre ſein, doit ſe ſoumettre aux loix que lui dictera l'Eſpagne; parce que ſa ſituation ne lui permet point de refuſer les demandes impératives d'un tel voiſin, aux entrepriſes duquel il n'a pas de barriére à oppoſer. Ce Royaume étant trop foible pour ſe défendre lui-même, où ira-t-il chercher un bon & fidéle Allié, ſuppoſé qu'il ſe puiſſe décider à réſiſter à l'Eſpagne? Sera-ce en Italie? & comment pourroit-il demander du ſecours à des Puiſſances qui ont toujours beſoin de celui des autres? S'adreſſera-t-il aux Etats-Généraux? non ſans

doute ; cette Puiſſance n'a plus aujourd'hui ni aſſez de force, ni aſſez de conſidération. Pour ce qui eſt des autres Etats du Nord, ils ſont trop éloignés & trop pauvres pour prendre de tels engagemens, ou pour les remplir. La Grande-Bretagne eſt donc la ſeule nation en qui le Portugal puiſſe trouver un Allié ſolide, puiſſant, généreux, & qui mérite ſa confiance : mais la ſituation préſente de nos affaires ne nous permettra point de prêter aux Portugais un ſecours de cette eſpéce. La Grande-Bretagne s'eſt donné des entraves en Allemagne, elle ne peut pas ſoutenir ſeule la Pruſſe, Hanovre, la Heſſe & le Portugal contre une confédération des plus formidables Potentats de la Chrétienté. De-là il eſt évident que le Portugal ne peut éviter de recevoir

la loi qu'il plaira à l'Eſpagne de lui dicter. Il ne faut donc plus que nous comptions ſur notre commerce avec le Portugal, ni ſur ſes eſpeces d'or qui ont autant de cours parmi nous que celles de l'Angleterre même, & dont la privation apportera dans notre commerce intérieur des difficultés qui pourront le réduire conſidérablement.

Or, comment peut-on prétendre & ſoutenir qu'une guerre avec l'Eſpagne doit nous payer tous les fraix dans leſquels elle nous conſtitue, tandis que l'on voit qu'elle nous devient ſi ruineuſe à tous égards? Tout homme éclairé qui peſera mûrement toutes ces conſidérations, n'en conclura-t-il pas que notre objet conſtant auroit dû être d'éviter d'entrer en guerre avec l'Eſpagne? Quand bien même elle eût regardé nos conquêres d'un

œil jaloux, nous ne devions pas pour cela nous emporter contre elle, jusqu'à l'insulter avec arrogance, ou la provoquer de gaieté de cœur, sur le seul fondement qu'il ne devoit pas lui être agréable de voir la France trop maltraitée par l'Angleterre. Est-ce qu'on ne peut pas dire la même chose du Dannemark ? Cette Cour ne doit point voir d'un œil indifférent les Russes & les Autrichiens écraser la Prusse ; cependant elle ne prendra aucun parti, que le sort du Roi de Prusse ne soit absolument desespéré. Il est vrai que le Portugal est demeuré neutre pendant notre derniére guerre avec l'Espagne, & que notre commerce n'a point souffert d'interruption ; mais, Milord, nous en fûmes redevables à la guerre d'Italie, à la faveur de laquelle la Reine

Douairiére d'Eſpagne procura un Royaume à l'un de ſes fils, & un Duché à l'autre ; & cette guerre coûta le ſang de cent ſoixante mille hommes à l'Eſpagne, ſans parler de l'immenſité des richeſſes qu'elle y conſomma. Mais avant que de détourner la vûe de ce tableau déſagréable, ſongeons que l'Iſle de Minorque, dont la poſſeſſion nous fit obtenir des avantages ſi importans ſur cette couronne, eſt peut-être actuellement entre les mains des Eſpagnols.

C'eſt à préſent que nous allons ſentir la privation de cette Iſle : mais ne négligeons pas auſſi honteuſement Gibraltar; la perte de l'un doit nous rendre doublement précieuſe la poſſeſſion de l'autre : auſſi ne devons-nous pas perdre un moment pour y envoyer des forces ſuffiſantes pour nous l'aſſurer.

Le Port de Gibraltar n'a jamais mérité une plus grande attention de notre part, ſi l'on le conſidére ſeulement ſous deux points de vûe; d'abord, parce qu'il procure à notre commerce de la Méditerranée des facilités & une sûreté que ne peuvent avoir les autres nations, particuliérement par rapport aux Algériens & aux Saletins, que la crainte perpétuelle où nous les tenons au moyen de ce Port, peut ſeule engager à être fidéles à leurs Traités; en ſecond lieu, à cauſe des avantages conſidérables que la poſſeſſion de cette Place nous a procurés, lorſque nous étions en guerre avec la France & l'Eſpagne.

Mais ce n'eſt pas encore ſur tout cela que j'inſiſte: la plus forte preuve de l'importance de cette Place pour l'Angleterre, c'eſt qu'elle a

occaſionné en quelque ſorte la deſtruction d'une grande partie de la marine de France. Les François n'ont jamais pu envoyer des munitions en Amérique, ſans un danger éminent de les voir tomber dans nos mains au paſſage du Détroit. Il faut remarquer que ce Port étant proche de Cadix, qui eſt le centre de preſque toutes les richeſſes de l'Amérique, nous pouvons, pour ainſi dire, commander ce Port & tous les vaiſſeaux qui y arrivent de l'Amérique; ce qui, dans un tems de guerre avec l'Eſpagne, ne doit pas être regardé comme un objet de peu de conſéquence.

C'eſt pourquoi, ſoit que nous conſidérions Gibraltar ſous des vûes commerçantes ou politiques, comme aſſurant notre commerce avec l'Italie, l'Afrique & le Levant, &

le préſervant de toutes les inſultes de la part des Algériens ; ou comme coupant toute communication entre les ports de nos ennemis, & affoibliſſant leurs forces navales, il faut porter la plus ſérieuſe attention à conſerver une Place auſſi eſſentielle.

Il reſte , Milord , un article bien intéreſſant à examiner , c'eſt la ſituation des Etats-Généraux dans les circonſtances préſentes. On peut regarder leur barriére comme anéantie : il leur reſte très-peu de leurs anciennes forces navales. Quel parti pourroient-ils prendre, ſi la France , ſoutenue de l'Eſpagne , exigeoit d'eux de renoncer à leur neutralité ? Je ſais bien le conſeil que je leur donnerois , & peut-être n'en peuvent-ils pas recevoir de plus ſalutaire ; ce ſeroit de

ſe jetter entre nos bras, & de nous ſeconder de tout leur courage & de toutes leurs forces. Mais les diſpoſitions & le caractére du Parti qui tient aujourd'hui le timon des affaires chez eux, permet-il d'eſpérer que les choſes prendront cette heureuſe tournure ? j'appréhende bien que non. Ce n'eſt pas que les forces des Provinces-Unies, par mer ou par terre, me paroiſſent à redouter pour la Grande-Bretagne, même quand cette Puiſſance ſe déclareroit contre nous : mais quelles conſéquences terribles ne devrions-nous pas en craindre pour notre crédit public, d'où dépend l'exiſtence de notre nation ? Ce crédit pourroit-il ſe ſoutenir, lorſque les Hollandois auroient retiré leurs fonds d'entre nos mains ? Réſiſteroit-il à une ſecouſſe auſſi violente que celle de

l'interruption de tout commerce entre les ſujets de la République & ceux de la Grande-Bretagne ?

Enfin, Milord, je ſuis de ce petit nombre de gens qui croient que ſi les Hollandois étoient forcés à ſe déclarer contre l'Angleterre, quand bien même ils ne lui porteroient pas un ſeul coup, ce ſeroit le plus terrible événement qui pût lui arriver, attendu que les François peuvent entrer chez eux avec la plus grande facilité. Je conclus de toutes ces obſervations qu'il eſt très-pardonnable de demander ſi M. *Pitt*, pendant ſon adminiſtration, n'a pas été le maître de terminer une guerre, avant que d'en commencer une autre. Tout le monde ſçait que le Comte de Fuentes a affirmé que cela lui avoit été poſſible. Il dit expreſſément dans la Piece N°. 24

du *Mémoire Historique*, » que Sa » Majesté Catholique sera toujours » satisfaite toutes les fois qu'elle » verra qu'on fait le progrès quelle » a toujours souhaité dans la négo- » ciation de la paix, soit particu- » liére entre la France & la Grande- » Bretagne, ou générale ; puisque » ses désirs sincéres sont de la per- » pétuer à jamais, ôtant tout germe » qui puisse malheureusement re- » produire la guerre. « Le même Ministre s'en explique d'une façon encore plus positive, dans le Mémoire qu'il a remis au Comte d'Egremont, avant que de sortir de l'Angleterre. Ce Mémoire porte que Sa Majesté Catholique avoit écrit au Roi Très-Chrétien son cousin, » que puisque la jonction des affai- » res de l'Espagne étoit aux yeux » de l'Angleterre un obstacle *à la*

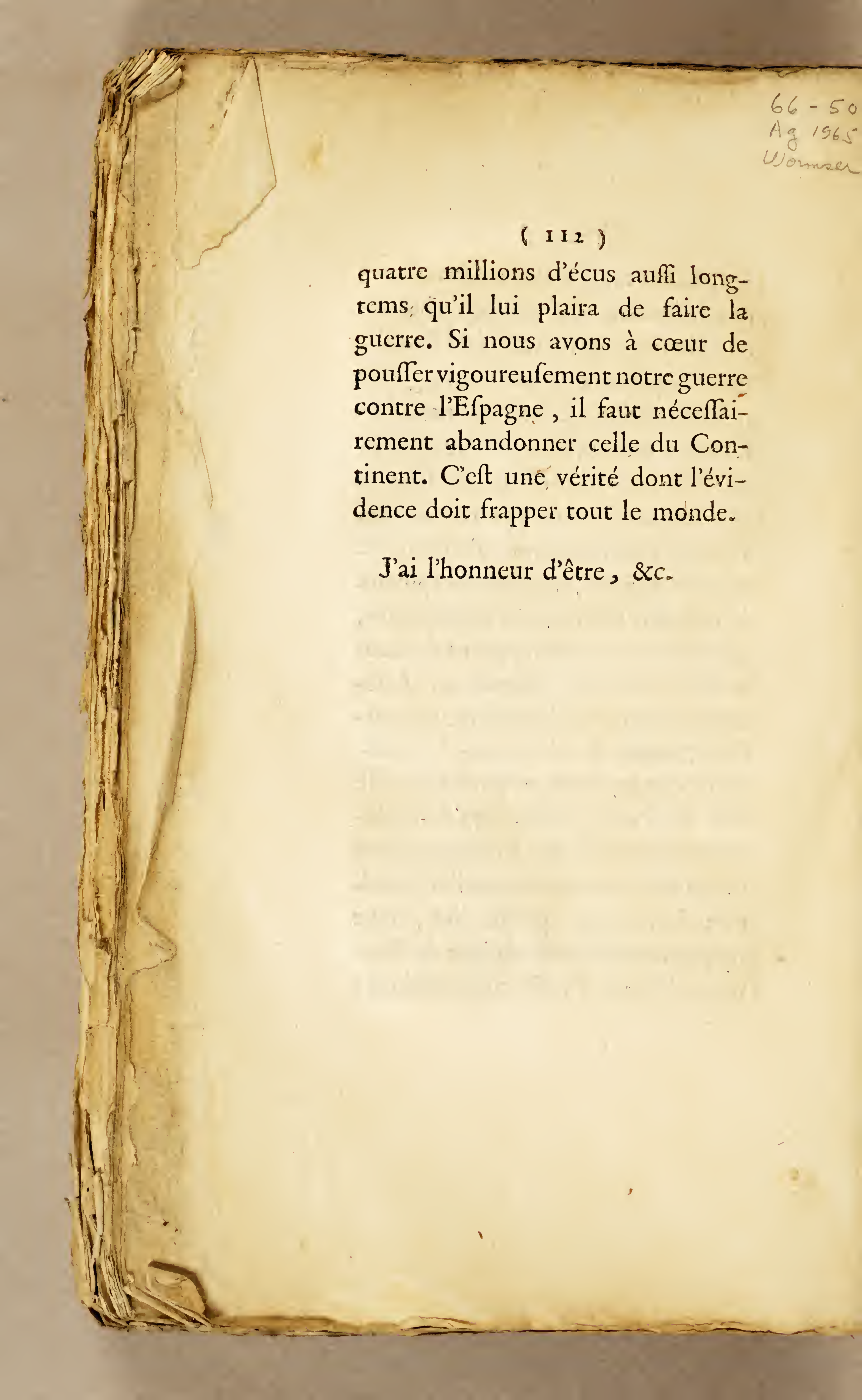
» paix désirée, il étoit décidé à les
» abandonner, plutôt que de mettre
» le moindre empêchement à la
» paix. «

Mais que doit donc faire aujourd'hui la Grande-Bretagne ? Milord, si la gloire, si la sûreté de la nation l'avoient permis, il eût été très à propos d'éviter d'entrer en guerre avec l'Espagne : mais puisque nous avons été réduits à cette désagréable & dure nécessité, ne posons pas les armes, que l'Espagne ne nous accorde des conditions de paix qui levent toutes les difficultés sur son commerce & sur le nôtre, unique objet qui peut troubler le bon accord des deux nations.

Je sçais que suivant le systême favori de notre Politique, nous ne pouvons point entrer en guerre contre l'Espagne, sans acheter par un

ſubſide le ſecours du Roi de Sardaigne. Mais avant que de donner à nos finances ce nouvel écoulement, examinons ſi le Roi de Sardaigne a quelque juſte grief contre l'Eſpagne, & s'il doit être bien aiſe qu'une pareille conjoncture lui fourniſſe les moyens d'en tirer raiſon. Si c'eſt le cas où il ſe trouve, ne balançons point à joindre nos forces aux ſiennes dans la Méditerranée; mais ſans lui donner de ſubſide, puiſque ce ſeroit ſon intérêt qui lui mettroit les armes à la main. Si au contraire, il n'a rien à démêler avec l'Eſpagne, & que ce ſoit le ſeul appas du ſubſide qui lui faſſe embraſſer notre cauſe, concluons que nous ne trouverions en lui qu'un appui peu sûr, & que nous ferons tout auſſi bien de nous paſſer d'une pareille alliance.

On me repréſentera ſans doute que la guerre que nous continuons en Allemagne pour le Roi de Pruſſe, nous empêchera de porter la vigueur néceſſaire dans celle que nous venons de commencer contre l'Eſpagne. La réponſe eſt toute ſimple. Ne la pourſuivons pas davantage. Il n'eſt pas néceſſaire d'enfreindre aucuns traités ; ſoyons ſcrupuleux à remplir tous nos engagemens, mais n'en contractons point de nouveaux, & cette guerre en Allemagne finira d'elle-même. On diſoit l'année derniére que la meilleure clauſe de notre Traité avec le Roi de Pruſſe, étoit, qu'il ne devoit durer qu'un an. Pourquoi donc voudrions-nous le renouveller? Quelque choſe qu'on puiſſe dire, nous ne pouvons pas être obligés de fournir au Roi de Pruſſe un ſubſide de



quatre millions d'écus auſſi long-tems qu'il lui plaira de faire la guerre. Si nous avons à cœur de pouſſer vigoureuſement notre guerre contre l'Eſpagne, il faut néceſſairement abandonner celle du Continent. C'eſt une vérité dont l'évidence doit frapper tout le monde.

J'ai l'honneur d'être, &c.

13 mouchoirs roug.

